

# L'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

L'Humanité Rouge  
B.P. 365  
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4<sup>e</sup> ANNEE N° 142  
JEUDI 6 AVRIL 1972

## VIETNAM

# OFFENSIVE POPULAIRE DEBANDADE DES FANTOCHES

Le 27 mars, le Nhan Dan, organe central du glorieux Parti des Travailleurs du Vietnam, déclarait :

« Si l'administration Nixon tire des enseignements de sa défaite, si elle regarde les réalités, la guerre se terminera et les soldats du corps expéditionnaire américain se retireront en sécurité, les militaires américains capturés regagneront leurs familles. Si, au contraire, elle s'obstine à poursuivre sa guerre d'agression, si elle continue à nourrir l'illusion de pouvoir s'acquérir une « position de force », ce qui ne lui arrivera jamais, il se heurtera à des défaites de plus en plus lourdes ».

Les faits sont en train d'expliquer aux agresseurs américains entêtés ce que cela signifie. Les faits, c'est-à-dire l'irrésistible offensive du peuple vietnamien en arme lancée en trois points du territoire. Au nord tout particulièrement, c'est la débandade parmi les troupes fantoches. Un de leurs commandants a déclaré qu'il s'agissait-là d'une « opération mobile ». Quant au Pentagone, il estime que l'armée fantoche se comporte « assez bien » et que la situation est « fluide ». Cette déroutante foudroyante, puisqu'en trois jours les fantoches ont abandonné la totalité de leurs bases dans la province de Quang Tri, sonne le glas de la politique de vietnamisation de la guerre du criminel Nixon. Cette politique qui vise à faire combattre des Asiatiques par d'autres Asiatiques pour le compte des impérialistes américains, n'est pas viable pour Nixon. Les troupes fantoches, quoique bien armées par Washington, sont bien trop faibles. Essayant échec sur échec, elles sont loin d'avoir le moral, d'autant plus que grandit dans leurs rangs la conscience de n'être que de la chair à canon pour Nixon.

Comme l'a souligné, voici quelques jours, le Premier ministre de la « République Démocratique du Vietnam », Pham Van Dong : « Les caractéristiques de la situation générale à l'heure actuelle sont : nous remportons des victoires et l'ennemi subit des défaites, nous bénéficions de beaucoup de conditions avantageuses et l'ennemi est en proie à des difficultés sans nombre, nous sommes dans une position ascendante tandis que l'ennemi est dans une position descendante ».

Dans cette situation, quelle voie Nixon choisit-il ? Il serait très sage et salutaire pour lui de renoncer à l'agression et d'accepter la proposition en sept points du G.R.P. du Sud-Vietnam. Mais Nixon est très têtu, il semble ne pouvoir être convaincu que par sa défaite totale. Il a rompu les négociations de Paris montrant ainsi sa volonté intraitable, il a ordonné à ses bombardiers d'intensifier leurs opérations contre la République Démocratique du Vietnam. Mais les B 52 de Nixon sont incapables de sauver sa politique de vietnamisation. Le peuple vietnamien a une longue expérience de la guerre populaire contre des agresseurs puissamment armés : il vaincra !

Les peuples du monde, et parmi eux le peuple de France, seront à ses côtés jusqu'à la victoire totale !

Le 3 avril 1972.



Les Forces Armées Populaires de Libération du Sud-Vietnam viennent de prendre une position ennemie.

## REFERENDUM LE P.C.M.L.F. APPELLE A L'ABSTENTION POUR LE REFERENDUM DU 23 AVRIL

Dépêche de l'Agence de Presse Libération du 28 mars :

Réuni en session plénière, le Bureau Politique du Comité Central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (P.C.M.L.F.) a décidé à l'unanimité de « mener campagne contre la duperie du scrutin de référendum prévu pour le 23 avril prochain, en appelant à l'ABSTENTION ». Dans une déclaration spéciale, « qui sera publiée par son organe central clandestin « l'Humanité Nouvelle », il désigne « comme ennemi principal le pouvoir de la bourgeoisie capitaliste et dénonce la complicité des dirigeants du Parti « Commu-

niste » Français, qui tout en répondant NON, accepte le jeu mystificateur du gouvernement, cautionnant ainsi le système capitaliste ».

Note de « l'Humanité Rouge » :

Le P.C.M.L.F. a été interdit par le pouvoir monopoliste le 19 juin 68. Il poursuit le combat dans la clandestinité, comme l'indique le communiqué.

# La bataille de "l'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

## RENFORÇONS LE SOUTIEN FINANCIER! PREPARONS LE 1<sup>er</sup> MAI

Dans trois semaines les révolutionnaires du monde entier fêteront le 1<sup>er</sup> mai, la journée de lutte des travailleurs. « L'Humanité Rouge » se devra d'être à la hauteur de l'événement et cela d'autant plus que le 1<sup>er</sup> mai de cette année revêtira sans doute une importance particulière. Mais il y a à cela une condition bien simple : Que les moyens financiers de « l'Humanité Rouge » le lui permettent.

Or, nous assistons ces temps-ci à une baisse de la souscription permanente, particulièrement nette cette semaine. Il faut dès maintenant remonter la pente. Dès maintenant, que nos camarades s'adressent aux masses, qu'ils prennent toutes les initiatives susceptibles d'impulser le soutien financier au journal. Et cela sans plus tarder.

La bataille pour le soutien financier à « l'Humanité Rouge » est une bataille politique. Pour que nous puissions mettre à profit la période du 1<sup>er</sup> mai pour faire pénétrer plus longuement les idées marxistes-léninistes dans les masses, une des conditions est que nous en ayons les moyens matériels.

POUR UN 1<sup>er</sup> MAI DE LUTTE DE CLASSE, INTENSIFIONS LE SOUTIEN FINANCIER A « L'HUMANITE ROUGE » !

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Francs	H.R. vaincra	
1 travailleur resté stalinien	2	Soutien à H.R. une sympathisante	10
Un élève de 2 <sup>e</sup>	2	Vilno, soutien à H.R.	3
Soutenons notre presse	24	Soutien à H.R.	10
Solidarité ouvrière	15	H.R. vaincra en bons de soutien	18
1 sympathisant	5	Cercle Staline	44
1 sympathisant immigré	5	Admirateurs d'Engels - S.P.	3
1 sympathisant H.R. Vaincra	50	NVT (2 <sup>e</sup> souscription de mars)	130
Disciples de F. Marty	17,60	CH. J. en supplément brochures	6
Soutien à H.R. en plus d'un abonnement	60	Lutte classe contre classe C.P.	60
1 ancienne du P.C.-F. (S. permanente)	10	Jean-Pierre	110
A. Midi	210	Total précédent	178.705,68
M.V. Soutien de Mars	17	Total de la semaine	738,00
1 accidenté du travail	10	Total général déjà utilisé	179.443,68
Souscription lycée	4,40	pour le règlement des dettes d'H.R.	
J.P. partisan. Pour que vive H.R.	4		
H.R. vaincra F	3		
Classe contre classe			

## Marseille : meeting prolétarien

Un meeting de « l'Humanité Rouge » : **Classe contre Classe** s'est tenu à Marseille, le dimanche matin 26 mars, dans un cinéma en plein cœur du quartier des travailleurs immigrés nord-africains.

Dans la salle avaient été placés :

- 2 banderoles : « Classe contre Classe - classe ouvrière contre classe bourgeoise - Unité à la base et dans l'action. » ;

- « Vive le Socialisme ».
- Des drapeaux rouges.
- Des portraits de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung.

Deux camarades de « l'Humanité Rouge » ont fait successivement des interventions, sur les plans régional et national, concernant l'aggravation des conditions de vie et de travail des masses. Puis, a suivi la projection du film chinois « le détachement féminin rouge ».

Au fur et à mesure du déroulement du meeting, des travailleurs nord-africains ont afflué dans la salle dont l'atmosphère chaleureuse s'est traduite par des applaudissements enthousiastes après les interventions des camarades, pendant et à la fin de la projection du film.

Le stand de littérature marxiste, installé à l'entrée de la salle, a connu un appréciable succès auprès des travailleurs (le montant des ventes a atteint près de 100 F).

A la fin du meeting, l'ensemble des travailleurs français et immigrés a contribué financièrement au soutien de « l'Humanité Rouge » pour qu'elle poursuive son juste combat. (Somme globale : 185 F).

Correspondant H.R.

## IVRY : BONNET BLANC ET BLANC BONNET

Dimanche, sur un marché d'Ivry, la collecte de solidarité aux grévistes de Girosteel s'organise. Soudain surgit une bande d'une quinzaine d'individus qui osent se réclamer du grand nom de Dimitrov en signant les interminables élucubrations de leurs tracts du nom de « groupe Dimitrov ».

Coups de pieds dans le drapeau rouge qui recevait l'argent de la collecte, brailllements assourdissants comme quoi « le prolétariat n'a pas besoin d'aumône ». Un ouvrier qui réagit violemment en les accusant de saboter les luttes ouvrières se voit traité d'« élément arriéré contre-révolutionnaire » !

Qui sont ces provocateurs fraîchement débarqués sur ce secteur ? La réponse ne se trouverait-elle pas dans le torchon révisionniste « le travailleur du Val-de-Marne » ? le numéro de la semaine publiait justement une soi-disant pétition d'une « cin-

quantaine » de commerçants qui se plaignent que « les gesticulations et provocations gauchistes sur le marché » les empêchent de travailler. Voilà vraiment un hasard bien curieux !

L'agression des précédents commandos P.C.-F. contre les diffuseurs de l'HUMANITE ROUGE ayant fait long feu, ne s'agirait-il pas d'une nouvelle manœuvre destinée à justifier l'intervention des « forces de l'ordre » auxquelles la pétition mentionnée ci-dessus fait un discret appel du pied ?

Qu'ils marchent la main dans la main ou en ordre dispersé sur le chemin de la contre-révolution tout ce joli monde oublie une seule chose : c'est que les travailleurs qui passent sur ce marché ont des yeux pour voir (qui sont les agresseurs ? qui soutient effectivement les travailleurs de Girosteel ?), des oreilles pour entendre, et une tête pour comprendre. Et ils jugent en conséquence.

RECTIFICATIF : Dans l'Editorial Front Ouvrier intitulé « Utiliser un acquis pour servir le prolétariat » de notre numéro 141, un passage a été rendu difficilement compréhensible, une partie de la phrase ayant sauté. Voici cette phrase dans son intégralité : « Il doit déjouer aussi bien les duperies paternalistes du patron et de l'Etat-patron que leurs menaces ; il ne peut en aucun cas se prêter au paternalisme du patronat et de l'Etat-patron, cette dégénérescence est due essentiellement à la ligne révisionniste de la direction confédérale de la C.G.T. qui pratique la collaboration de classes.

## LE MOUVEMENT « MAOISTE » EN FRANCE

de Patrick KESSEL

Ce travail d'un grand intérêt retrace l'histoire de la rupture entre le marxiste-léniniste et le révisionnisme moderne en France, il rappelle les luttes acharnées que durent mener les militants fidèles au drapeau rouge du prolétariat pour recréer un parti authentiquement communiste le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

Nous recommandons vivement à nos lecteurs la lecture de cet ouvrage qui est un recueil de textes permettant la confrontation entre la ligne prolétarienne des marxistes-léninistes de France et celle de l'organisation étudiante : U.J.C.M.L.

Patrick Kessel

Le mouvement « maoïste » en France. 1



10 18

## LA POLLUTION DE L'ÉTANG DE BERRE

Il y a une quinzaine d'années l'Étang de Berre était encore une zone très active de pêche, il faisait ainsi vivre des milliers de gens par la pêche artisanale, le port de pêche de Saint-Chamas était des plus actifs, aujourd'hui il est presque vide.

Pourquoi ? Parce que les sociétés pétrolières installées à Berre, Lavera, La Mede l'ont converti en véritable bassin de décanation. Leur premier souci a été d'acheter les droits de pêche de façon à museler les observateurs les mieux placés, c'est-à-dire les pêcheurs. Un ouvrier du bâtiment qui travaille à Lavera nous dit « Aujourd'hui l'Étang est le pétrole, l'air est irrespirable, j'ai vu des anguilles énormes sortir de l'eau par milliers préférant crever sur le sable que dans ce bouillon chimique » et cet ouvrier ajoute :

« On ne peut être qu'inquiet pour l'avenir quand on sait que la Méditerranée n'est qu'un étang un peu plus grand et qu'elle est sillonnée sans cesse par des milliers de pétroliers et de pétroliers géants, il en va de même pour l'Atlantique et les autres mers et océans. »

Les pêcheurs ont essayé de résister quelques temps, mais isolés, ils ont du s'incliner. Beaucoup d'entre eux ont été ruinés. Certains continuent à pêcher, malgré les interdictions, quelques espèces de poisson ayant résisté au pétrole... ce sont les travailleurs qui mangeront ensuite ce poisson que rien ne distingue du poisson sain, si ce n'est l'odeur lorsqu'on à la curiosité d'y approcher ses narines.

Et ce travailleur conclue « les capitalistes n'ont qu'un but : faire de l'argent même si cela consiste à rendre notre planète invivable ».

Ce camarade a raison. Les capitalistes se moquent pas mal de la santé des travailleurs ils peuvent eux choisir leur nourriture, ils peuvent eux, quand ils le veulent aller respirer un air meilleur à Megève ou aux Canaries...

Mais leur règne n'aura qu'un temps. Déjà en Chine la classe ouvrière au pouvoir donne l'exemple. En Chine la lutte contre la pollution est un souci constant de même que la santé des travailleurs. Exemple ce complexe pétrochimique de 8400 ouvriers dans la région de Pékin que la délégation de l'Humanité Rouge a visité en août 1971 et dont nous parle le dernier numéro (mars) de la revue « La Chine en Construction ».

En effet, comme il est dit dans cette revue « l'eau rejetée en grande quantité par cette usine contient du pétrole résiduel et des substances toxiques telles que le phénol et des sulfures (comme l'eau que chez nous est rejetée directement dans l'Étang de Berre !) Elle détériorerait donc les cultures, polluerait les cours d'eau et menacerait la santé des masses populaires. Notre pays a toujours attaché

une grande importance à lutter contre ce « mal public » qu'est la pollution, en particulier celle des eaux. Pour la construction de ces installations de traitement, le gouvernement a investi plusieurs millions de yuan et fourni sans retard tous les équipements nécessaires. »

En effet, comme ont pu le voir nos camarades ces eaux usées au lieu d'être rejetées dans le cours d'eau voisin sont traitées et sont ensuite utilisées pour l'agriculture. Cette eau résiduaire traitée renferme du nitrate d'ammoniaque et d'autres éléments fertilisants. Et qu'elle surpasse nos camarades n'ont-ils pas eu lorsque à une extrémité de la raffinerie ils ont pu voir, dans une marre des poissons et de magnifiques canards élevés dans cette eau traitée, à côté une rizière expérimentale dont le rendement s'avère supérieur à celui obtenu dans les rizières arrosées avec de l'eau ordinaire.

De même au-dessus de la raffinerie pas de torche pour brûler les gaz résiduels qui empuantissent l'air de la région de l'Étang de Berre, il existe une installation pour utiliser les gaz résiduels et autres déchets du complexe.

Les capitalistes, pour lesquels seul le profit compte, peuvent bien parler en longueur de temps de lutte contre la pollution pour endormir les travailleurs, ils ne font jamais rien qui puisse rogner sur leurs bénéfices, que leur importe la santé des travailleurs, seul le socialisme, c'est-à-dire la classe ouvrière au pouvoir est capable d'empêcher la pollution de l'eau et de l'air en débarrassant la terre du plus grand des fléaux « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Correspondant H.R.

### ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 15 F

#### ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	15 F	25 F	50 F
Adresse	6 mois	30 F	50 F	100 F
	1 an	75 F	110 F	150 F
	Etranger :			
	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

**RECTICEL - FRANCE (Langeac) :  
ASSEZ DES SALAIRES DE MISERE !**

Depuis le jeudi 23 mars, plus de 260 ouvriers de « Recticel France » à Langeac sont en grève sur l'appel de la C.F.D.T.

Les travailleurs demandent :  
Pas de salaires inférieurs à 1 000 F par mois pour une base moyenne de 44 heures par semaine. Soit un salaire minimum de 5,05 F de l'heure pour le coefficient le plus bas. Ce qui ferait une augmentation mensuelle de 8 % environ.

A cela, la direction répond :  
« Vous aurez des salaires décentes quand les ateliers seront stabilisés et il faut un an et demi pour les stabiliser. » Cette réponse date du 23 avril 1970.

Les ouvriers ont attendu plus de deux ans ; maintenant, ils en ont marre de l'exploitation scandaleuse exercée par la direction de « Recticel France ». Ils en ont assez des salaires de misère (750 F par mois pour les plus bas salaires !).

Pour soutenir cette grève, les militants de l'Humanité Rouge ont tiré le soir du premier jour de grève un tract afin de populariser cette lutte et appeler la population au soutien des grévistes. Nous avons aussi réalisé des affiches manuscrites signées « H.R. » (le 27 mars au soir) afin d'informer la population du déroulement des négociations (qui ont échoué) et de la volonté des travailleurs à poursuivre la lutte jusqu'au bout et à faire reculer le patron.

Bien qu'il soit trop tôt pour tirer des conclusions et dresser un bilan, plusieurs choses sont à noter :

— Les travailleurs unis à la base sont bien décidés à ne pas se laisser intimider par les menaces (« lock-out ») du patron et des cadres. Ils en ont assez des promesses et sont déterminés à se battre jusqu'à la

satisfaction de leurs revendications ;

— La grève est menée par l'ensemble des travailleurs car seuls les cadres et une dizaine de jaunes sont entrés aujourd'hui dans l'usine ;

— La grève ne pourrait pas mais au contraire se durcit au fil des heures ;

— La base et les délégués ont réussi jusqu'à présent à déjouer les manœuvres de la direction qui lâche quelques miettes et tente de diviser les travailleurs.

Il faut aussi noter que le P.«C.»F. a pris position par un tract sur cette lutte mais ce tract est une tentative de récupération.

Le soir du premier jour de grève, les militants «H.R.» ont tiré, comme je vous l'ai dit, un tract de soutien. Cinq jours après, le P.«C.»F. pond un papier de « soutien » reprenant mot pour mot l'essentiel de nos déclarations. Mais ce qu'il y a de plus éccœurant, c'est que le torchon du P.«C.»F. se termine par :

« *Travailleurs Recticel, soutenez le P.C.F. qui combat pour la démocratie avancée (notez que c'est aux grévistes de soutenir le P.«C.»F. et non au P.«C.»F. de soutenir les grévistes !). Dès à présent, préparez-vous à voter non au prochain référendum.* »

Voilà comment le P.«C.»F. soutient et popularise les luttes des travailleurs ! A coups de bulletins de vote. Le fait n'est pas nouveau.

Les travailleurs ne s'y sont pas laissés prendre et ont compris où se trouvent leurs véritables défenseurs car il faut noter que notre tract et nos affiches (dont aucune n'a été déchirée) ont été favorablement accueillis. La lutte continue !

Correspondant H.R.

**Etablissements J. PARIS (Nantes) :  
LA POPULATION SOLIDAIRE DES GREVISTES !**

Après cinq semaines d'une dure lutte, l'usine est toujours paralysée, malgré le nombre imposant de « jaunes » embauchés pour tenter de saboter la grève. Paris a dû se résigner à tenter de faire sortir sa ferraille par camions pour aller la faire traiter ailleurs. Mais les piquets de grève étaient vigilants et ont empêché la sortie des camions. Avec l'aide des habitants d'un bidonville voisin qui faisaient la chaîne pour leur passer le matériel, les ouvriers ont dressé des barricades, lançant des pierres contre les chiens des gardiens qu'on voulait lâcher sur eux, et peignant des mots d'ordre sur les murs de l'usine.

Le patron a appelé les C.R.S. à son secours qui, une nouvelle fois, ont sauvagement chargé les grévistes, faisant quatre nouveaux blessés dont un ouvrier de 64 ans, renversé et féroce ment matraqué.

L'action qui se poursuit permet de juger à leur vraie valeur les belles paroles des syndicats locaux. Ceux-ci ne soutiennent plus la lutte que du bout des lèvres. Le 28 mars, ils ont

cherché à empêcher les ouvriers de Sud-Aviation d'apporter leur solidarité au meeting de soutien. Les ouvriers des chantiers Dubigeon ont dû aussi passer par-dessus leur tête pour s'y rendre nombreux, en manifestation. Malgré tout, plus de 1 000 travailleurs se sont rassemblés à ce meeting, vite clos, après une brève et fade intervention par un représentant de l'U.D. C.G.T. Ecœurés, les grévistes de J. Paris sont partis en manifestation. Mais ils ne sont pas partis seuls : plus de 500 travailleurs les ont suivis !

Maintenant, les syndicats appellent ouvertement à la reprise du travail avec une augmentation fortement hiérarchisée. Mais les grévistes se détournent d'eux et poursuivent la lutte. Ils ne la poursuivent pas isolés : sous leur direction, le comité de soutien, qui rassemble de nombreux travailleurs, étudiants, petits paysans de la région, distribue massivement des tracts appelant à la solidarité dans les grandes usines de la ville. Et ils sont massivement entendus.

**S. K. F. (Ivry) :  
A L'ACTION CONTRE LE CHANTAGE AUX LICENCIEMENTS !**

Rien que depuis les congés 71, plus de 100 emplois ont été supprimés à l'usine S.K.F. d'Ivry et, d'après la direction, ce n'est pas fini : tous les établissements sont clairement menacés.

Le 29 mars, devant de nouvelles menaces de licenciements — ces fameux départs dits « naturels » par le P.D.G. polytechnicien — la riposte a été immédiate et les ouvriers se sont mis en grève en exigeant d'être reçus immédiatement par MM. les actionnaires réunis pour discuter de la façon de faire encore plus de profits sur le dos des ouvriers ! Refus de la direction. Aussi, dès le lendemain matin, une centaine d'ouvriers de S.K.F.-Ivry manifestaient devant la porte du siège social à S.K.F.-Clamart avec des banderoles et le glorieux drapeau rouge des luttes ouvrières. Là, la direction tentait de désolidariser les employés du siège social du mou-

vement et organisait une grotesque mise en scène d'intimidation : portes bloquées, restaurant fermé, tentative de faire sortir le personnel par es sous-sols...

Mais la manœuvre a fait long feu. Pendant ce temps les ouvriers décidaient de causer aussi un peu des salaires, sur lesquels la direction fait la sourde oreille depuis si longtemps.

Pour l'instant elle s'obstine toujours à refuser de recevoir les portes paroles des ouvriers. Qu'elles ne se croient pas quittes à si bon compte : les ouvriers de S.K.F. savent ce qu'ils veulent et sont bien déterminés à se battre pour l'arracher.

Pas un seul licenciement aux usines S.K.F. !

Unité à la base et dans l'action pour la lutte classe contre classe !

Correspondant H.R.

**PARDI LES LUTTES DE LA SEMAINE**

ETS A.G.M.O. à Saint-Etienne.

La direction de l'usine refuse d'appliquer une augmentation de salaire et de réduire le temps de travail hebdomadaire, des accords survenus dans la métallurgie depuis 1968, les métallos décident la grève illimitée.

Depuis le 16 mars les ouvriers tourneurs, ajusteurs, fraiseurs et outilleurs mènent la lutte pour leurs revendications et la direction a déjà fait un premier recul ; celle-ci a accepté de ramener l'horaire à 50 heures payées 53 heures. Les grévistes disent ça ne fait pas le compte, c'est 50 heures payées 55 heures que nous voulons, car auparavant l'horaire était de 55 heures.

La lutte continue !

**FABRIQUE DE CHAUSSURES OURS à La Souterraine (Creuse)**

Depuis plusieurs jours les ouvriers de cette usine (130 travailleurs) sont en grève contre le chômage partiel décrété par la direction.

Le buveur de sang mis en échec par les grévistes décide le licenciement de 85 travailleurs en invoquant la « rupture abusive du contrat de travail » violant ainsi le droit de grève. Mais les 130 travailleurs ripostent immédiatement par l'OCCUPATION de l'usine au soir du 29 mars.

C'est dans l'unité à la BASE et dans l'ACTION que le combat se poursuit.

**USINE SAMBRON à Pontchâteau (Loire-Atlantique)**

La direction de l'usine Sambron décide la mise à pied de 2 ouvriers sous le prétexte fallacieux qu'ils faisaient de la « perruque ». Les travailleurs ont aussitôt réagi par 2 débrayages le 28 et le 29 mars.

Lors du premier débrayage, ils ont retenu le chef du personnel et le chef de fabrication pendant 4 heures et exigé la levée de la sanction.

D'autre part, le chef du personnel Monsieur Avelline a montré à 2 travailleurs un revolver en disant qu'il avait environ 200 cartouches ; il a ajouté : « C'est parce qu'il y a des « maos » chez Sambron ».

Face aux menaces et provocations, la lutte se poursuit.

**VILLERUPT en Meurthe-et-Moselle**

250 femmes manifestent dans les rues de la ville contre la suppression d'emplois dans la sidérurgie lorraine et contre la fermeture de l'usine Micheville.

**ALPES-MARITIMES**

Les employeurs refusant d'appliquer la clause de la convention nationale sur le repos hebdomadaire de 2 jours consécutifs, les ouvriers boulangers décident la grève illimitée.

**PORT DE NANTES**

Pour protester contre « l'envasement du lit de la Loire qui rend difficile la batellerie » les marins de Loire-Atlantique font un barrage de 25 bateaux à l'entrée du port.

**FOYERS IMMIGRES Région Parisienne**

Dans sept foyers immigrés de la Région Parisienne 3 000 travailleurs sénégalais, maliens et mauritaniens font la grève des loyers depuis 6 mois. Les travailleurs immigrés protestent contre les mauvaises conditions de logement dont ils sont l'objet. Au cours d'une conférence de presse tenue à Puteaux le 25 mars une quinzaine d'associations ont décidées une vaste campagne d'information.

**GIROSTEEL :**

**9<sup>e</sup> SEMAINE DE GRÈVE  
déclaration des ouvriers**

Notre patron voudrait nous obliger à accepter le licenciement de quatorze d'entre nous plus la « démission volontaire » de sept délégués du personnel et du comité d'entreprise. Et inutile de préciser qu'il refuse toujours de satisfaire nos revendications : augmentation uniforme de 1 F de l'heure, d'autres aménagements, plus les libertés syndicales.

Evidemment, plus que jamais nous maintenons comme préalable pas de sanctions pour fait de grève.

On croyait briser notre grève en nous faisant expulser de l'usine par les forces de police, comme cela fut fait le 29 février. Mais notre grève a continué malgré tous les efforts de la direction qui ne peut sortir que 10 % de la production normale.

Voilà où en est la situation aujourd'hui.

Il faut dire que la solidarité financière des travailleurs nous a beaucoup aidé et continuera de le faire.

Mais malheureusement nous avons eu la surprise de voir certaines organisations syndicales sur le plan départemental, la C.G.T. et F.O., se refuser à organiser la solidarité, tant sur le plan financier que sur celui d'un soutien face au danger d'intervention, puis à l'intervention de la police. Au niveau départemental, seule la C.F.D.T. nous a apporté son appui total, à tous les niveaux. Mais nous n'oublions pas qu'un certain nombre de sections F.O. et C.G.T. ont participé à la solidarité, et elles l'ont fait malgré tout ce qui a pu être dit de faux, et nous pensons qu'elles ont eu raison.

Car bien honnêtement, en tant que travailleurs, nous ne comprenons pas une telle attitude d'abandon. Les patrons, eux, savent faire bloc. Le nôtre est appuyé par le groupement des industriels de la métallurgie.

Face à ce bloc patronal, face à l'introduction d'une arme dans l'usine, face à l'intervention de la police, nous espérons, comme nous l'écrivions dans un tract précédent, pouvoir compter sur le front de toutes les organisations syndicales.

Car quoi qu'on puisse dire, nous

pensons que nous avons eu raison de lutter et de continuer encore aujourd'hui. En engageant ce combat, nous savions qu'il serait dur. Mais tous ensemble nous avons décidé de l'engager. Parce que nous avons pensé qu'il était préférable de prendre le risque d'une lutte longue plutôt que de continuer à accepter les bas salaires et les atteintes à nos libertés. Et à chaque étape de notre lutte c'est toujours démocratiquement que nous nous sommes déterminés. Personne n'a décidé pour nous, nous avons su prendre nos affaires en main nous-mêmes.

Et ce que nous avons décidé de faire, tous les travailleurs savent bien qu'un jour ou l'autre eux aussi devront le faire à leur tour.

Nous tous travailleurs, nous sommes conscients que ceux qui ont décidé de lutter contre leur patron ont toujours raison de le faire, du moment qu'ils s'en sentent la force. Et cela quelle qu'en soit l'issue. Car lorsqu'on engage une bataille personne ne peut jamais être sûr du résultat.

Quant à nous, nous sommes bien décidés à gagner.

Et c'est possible. Les grévistes de Penarroya, à Lyon, viennent d'obtenir satisfaction après cinq semaines de grève : 50 centimes de l'heure pour tous, amélioration des conditions de travail...

Mais pour y arriver, nous avons besoin du soutien de tous.

Encore une fois, nous lançons un appel à toutes les organisations syndicales pour renforcer la solidarité. Et cela dans l'intérêt de tous les travailleurs. Car aujourd'hui, c'est notre usine, demain ce sera la vôtre.

Face à l'ennemi commun, les travailleurs et leurs organisations se doivent de faire bloc.

N. B. : Le comité de grève rappelle qu'après plus de cinq semaines de grève, le soutien financier reste aussi une aide primordiale pour permettre à l'ensemble des grévistes de pouvoir tenir.

ALSTHOM - SAINT-OUEN

# CONTRE LES LICENCIEMENTS, OCCUPONS LES USINES !

— Après les pétitions portées au siège ALSTHOM, siège C.G.E., Direction de Saint-Ouen, à l'Inspecteur du Travail et à la Direction Départementale de la Main-d'œuvre,

— Après les 2 débrayages communs et manifestations DELLE et SAVOISIENNE,

— Après les rencontres du Comité Central d'Entreprise, qui n'ont donné comme résultat que ce que l'on attendait, c'est-à-dire rien.

**QUE FAIRE ?  
COMME L'ANNEE DERNIERE ?**

Les 12 semaines de débrayage de la Chaudronnerie Savoissienne, l'année dernière, ont donné la preuve de l'efficacité de cette forme de lutte.

**POURQUOI ?**

— Il y a toujours des mouchards et des fayots qui viennent travailler... ce qui est fait pour nous DIVISER.

— Les larbins du patronat font accélérer les cadences afin de récupérer les heures perdues. EXEMPLE : dans le hall 1, les cheffailions font beaucoup de zèle en étant toujours derrière notre dos.

— Le trust C.E.G. ALSTHOM fait tellement de bénéfices que, même s'il perd quelques heures, ça ne le gêne pas, vu qu'il y a quand même une production qui sort.

— De plus, si une usine débraye, il se rattrape sur une autre, par exemple à Villeurbanne.

La perte de salaire et les très faibles résultats des 12 semaines de débrayage ont amené la DEMOBILISATION des ouvriers ; les 3/4 sont venus le samedi récupérer les heures perdues.

— Il nous était difficile d'avoir une action commune, à cause des différents services à la cantine, ce qui facilitait la division.

**QUE NOUS PROPOSE-T-ON ?**

— « Motion de protestation et pétition à Glasser et Roux », ces buveurs de sang pleinement responsables du

chômage qui risque de toucher 525 camarades.

— « Lettre aux divers groupes politiques de la Chambre et du Sénat », qui sont les représentants des capitalistes.

— « Lettre au Président de la République », POMPIDOU, qui représente la dictature de la bourgeoisie, l'état des monopoles, et dont le VI<sup>e</sup> Plan prévoit 600.000 chômeurs officiels. Ce sont ces monopoles qui organisent le chômage.

— « Débrayages, manifestations-information », c'est toujours le même baratin.

Et les directions syndicales qui commencent à parler de soi-disant « reclassements » et à organiser « au cas où nous ne pourrions nous main-

tenir dans les lieux, nos conditions de départ » !

**QU'EST-CE QUE CELA VEUT DIRE ?**

Ils refusent d'engager la LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE (Classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste), CONTRE LES LICENCIEMENTS, pour rester à la DELLE, ce qui doit être le seul but de notre combat.

**UNE SEULE SOLUTION : LA GREVE**

La grève a toujours été l'épouvantail des capitalistes.

— C'est elle qui a permis d'obtenir la satisfaction des revendications importantes en 1936 (les 40 heures, les congés payés...).

— C'est dans la grève que se forge l'unité de combat de la classe ouvrière.

— L'OCCUPATION des USINES empêche toute production ; donc les

jaunes ne peuvent venir bosser et diviser les travailleurs.

Il est nécessaire d'organiser la SOLIDARITE et de POPULARISER la lutte d'une manière efficace dans les entreprises voisines et la population.

Suivant l'exemple des travailleurs de PENARROYA, qui, après 6 semaines de grève avec occupation, ont obtenu la satisfaction de leurs revendications.

SOLIDARITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS DU GROUPE ALSTHOM C.E.G. !

AUCUN LICENCIEMENT A DELLE ALSTHOM, SAINT-OUEN !

GREVE AVEC OCCUPATION A DELLE ET SAVOISIENNE JUSQU'A CE QUE LES PATRONS CEDENT !

COMITE DE DEFENSE DE L'HUMANITE ROUGE JEAN-PIERRE TIMBAUD.

## Démasquons les valets du trust Alsthom !

L'annonce de 525 licenciements à la Delle Alsthom, — pour s'en prendre ensuite plus facilement aux métallos de la Savoissienne Alsthom, par le trust C.G.E. - Alsthom pose la question de la lutte classe contre classe d'une façon claire.

Des formes d'actions ont déjà eu lieu et nécessitent maintenant de passer à une étape supérieure. Presque chaque matin, les organisations syndicales et politiques expriment leur point de vue sur le développement de la lutte à mener. Et la forme d'action mise en avant le plus souvent pour mettre en échec le trust Alsthom, c'est la grève avec occupation, le moyen de lutte que craignent de plus en plus les buveurs de sang, parce qu'efficace.

Le 29 mars au matin, de nombreux tracts sont distribués, un cependant a le « mérite » de faire une propagande démobilisatrice afin de freiner

le développement de la lutte. Sous le titre « Soyons réalistes », la direction syndicale C.G.T. entreprend son opération perfide, apparaît pour la grève avec occupation, pour mieux la combattre. Voici donc quelques extraits significatifs : « A la C.G.T., nous ne sommes pas, par principe, contre l'occupation, mais nous pensons que la proposition d'occupation immédiate n'est pas réaliste ; ce serait brûler les étapes, tenu compte du niveau de combativité de l'ensemble du personnel ».

Ainsi apparaît nettement dans les lignes ci-dessus le mépris des ouvriers, alors que ce sont les masses les véritables héros, comme les luttes menées ces derniers temps à Penarroya ou ailleurs le montrent.

Et ils poursuivent en méprisant cette forme d'action, contraire à leur

ligne de collaboration de classes : « En outre, nous n'oublions pas que, dans la situation actuelle, le principe même de l'occupation, sur le plan de l'efficacité, n'est pas certain ». Et ils débouchent sur la rengaine de la clique Séguy-Krasucki de l'ordre bourgeois : « Nous devons rester calmes, garder notre sang-froid et pouvoir réfléchir posément pour faire face à une situation qui ne pourra se renouveler quotidiennement ».

Les métallos ont déjà réfléchi sur ce qui est d'être jeté à la rue et s'organiseront dans la lutte classe contre classe en démasquant ceux qui trahissent les intérêts immédiats de la classe ouvrière.

Ripostons aux licenciements par la grève avec occupation !

A bas le capitalisme exploiteur et ses laquais !

## LE GRAND CAPITAL ORGANISE LE DÉSERT AUVERGNAT

Certaines régions rurales de l'Auvergne sont aujourd'hui au bord du dépeuplement complet. La densité de population y est à peu près de 5 habitants au km<sup>2</sup> (moyenne de la France : environ 90 au km<sup>2</sup>).

L'exode rural est avec le chômage, la misère ouvrière, les crises économiques et les guerres une des principales plaies de ce système social pourri qu'est le capitalisme. Aujourd'hui, en France, le capitalisme a atteint le stade ultime de son développement. C'est le CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT. C'est pourquoi l'exode rural qui a commencé avec le développement du capitalisme au début du 19<sup>e</sup> siècle, atteint aujourd'hui ce point ultime, ce point de non-retour qui montre toute l'absurdité du système : Des régions entières sont dépeuplées, littéralement vidées de tout habitant.

Ainsi que le disent des vieux paysans échevillés : « Bientôt, on pourra organiser des safaris en Auvergne ».

Oui ! Bientôt les Pompidou, Giscard et autres princes de la finance vont pouvoir s'adonner à leur passe-temps favori sur les terres abandonnées par les paysans ruinés, les paysans déracinés, jetés à la misère et au chômage. Ils pourront organiser les chasses à courre, les chasses aux sangliers et autres divertissements de grands seigneurs.

La population agricole totale (c'est-à-dire paysans plus commerçants, artisans, etc. tous ceux qui vivent de la présence des paysans) pour les quatre départements, Allier, Cantal, Puy-de-Dôme et Haute-Loire, est passée de 390 000 personnes en 1955 à 270 000 en 1970. Selon les prévisions des bourgeois, il devrait en rester à peine 100 000 en 1985 (si d'ici là les ouvriers, avec l'aide

des paysans, n'ont pas mis bon ordre dans cette société pourrie).

Le pouvoir actuel est le pouvoir des monopoles, le pouvoir des trusts et des banques. Il étrangle et assassine sans vergogne les petits paysans (tout comme les petits commerçants, cf. « Clermont-Rouge » n° 5). Il les déracine, les ruine et les jette au chômage et à la misère.

Le taux de disparition des exploitations agricoles était de 2,3 % en 1955. En 1970, il est de 4 %. Le taux de dépeuplement était de 3,9 % entre 63 et 67. Il est passé à 4,8 % entre 67 et 70, et il va encore en augmentant. D'ailleurs, il ne peut en être autrement puisque seuls les vieux restent. (L'âge moyen de la population agricole est de 52 ans.) Les vieux qui sont trop vieux pour trouver du travail, trop enracinés dans leurs habitudes de paysans pour pouvoir s'habituer à la vie démente des grandes cités capitalistes. Alors, comme ils disent : « Nous n'avons plus qu'à crever sur place ».

Le pouvoir des monopoles s'appuie sur la couche supérieure de la paysannerie, les gros qui emploient des méthodes modernes, ont investi d'importants capitaux et dont les exploitations sont de véritables usines. Ce sont ces gens qui sont des capitalistes et non des paysans travailleurs vivant de leur propre travail, qui ont toujours eu les rênes en main dans les syndicats paysans. Ce sont ces gens qui se pavent à la direction de la F.N.S.E.A., qui invitent le ministre au congrès et collaborent à qui mieux mieux avec le pouvoir, avec les Pompidou, Giscard, Cointat qui sont en train d'étrangler les petits paysans.

Le pouvoir, avec l'aide de ces capitalistes de l'agriculture, s'emploie à endormir et à détourner la

colère de la paysannerie laborieuse. Il emploie des grands mots « la rénovation rurale », des beaux discours sur « l'aménagement du territoire ». Mais en fait, derrière cet écran de fumée, il organise l'exode rural, il crée le DÉSERT FRANÇAIS. En fait, le pouvoir étrangle et pousse à la ruine les petits paysans. Il couvre de dettes le paysan moyen tout en faisant des cadeaux aux capitalistes de l'agriculture.

**Exemple : la prime à l'abattage.**

Pendant toute une période, on a offert aux paysans une prime pour chaque vache laitière abattue. (Encore un exemple de la monumentale gabegie, de l'incroyable anarchie du système capitaliste.) Une prime de 1100 F. Cette prime a incité tous les petits paysans en difficulté à liquider leur petit cheptel pour quitter leur exploitation où ils n'arrivaient pas à vivre.

En fait cette prime, ils ne l'ont même pas empochée. Ceux qui l'ont empochée, ce sont les gros manitous du commerce de la viande qui savaient très bien que les paysans avaient cette prime, qui bénéficiaient d'une offre importante et qui ont acheté les vaches abattues bien au-dessous de leur prix habituel.

Ce ne sont ni les paysans, ni les ménagères qui ont profité de cette prime. Ce sont les gros manitous du commerce de la viande, ceux qui règlent les « affaires » et empochent des millions en quelques coups de téléphone.

Maintenant c'est l'inverse. Il paraît qu'il n'y a plus assez de vaches laitières. On va donner des primes à l'achat des vaches laitières. Prime qui cette fois sera très substantielle et couvrira pratiquement l'achat de la vache (400 000 A.F.).

L'astuce, c'est que ce sont main-

tenant les gros qui vont bénéficier de cette prime pour augmenter encore plus leur cheptel. C'est un moyen commode pour arriver à ces grandes exploitations rentables, véritables usines agricoles dont rêvent tant les Manshoit, Vedel et Cointat.

Les paysans sont des travailleurs. Comme tous les travailleurs, ils ont un solide bon sens. Ils comprennent très bien que toutes ces combinaisons dirigées contre eux pour favoriser les capitalistes de l'agriculture. C'est pourquoi aujourd'hui les paysans veulent s'unir avec les ouvriers. Aujourd'hui, après un siècle et demi de capitalisme, les paysans ont fait leur compte et comprennent chaque jour davantage que leurs véritables amis, ce sont les ouvriers.

De plus en plus fréquemment, les paysans viennent spontanément apporter leur soutien aux ouvriers en grève. Récemment encore à l'usine Penarroya à Lyon. C'est d'autant plus significatif que les ouvriers de Penarroya étaient tous immigrés. Les paysans sont allés voir les taudis où logeaient les ouvriers. Ils ont vu les conditions de vie et de travail insupportables. Ils ont compris que *ouvriers et paysans travailleurs étaient frères de misère, et que par conséquent ils devaient être frères de combat.*

C'est là que se trouve l'avenir. Les paysans, avec les ouvriers, contribueront à enterrer le vieux monde pourri qui a déraciné et jeté à la misère des générations successives de paysans.

VIVE L'UNITE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS TRAVAILLEURS !

A BAS LE POUVOIR DES MONOPLES !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Extrait de « Clermont-Rouge ».

# Le scandale des hôpitaux du capital

## HOPITAL BICHAT : NON A LA RÉPRESSION !

Le Patronat (corps médical - corps administratif) de l'hôpital Bichat, a licencié un agent hospitalier, pour diffusion d'un tract émanant du P.S.U. Ce tract à juste raison dénonçait le gaspillage des fonds publics (peinture de locaux, transformation d'une salle commune), ce qui a entraîné la suppression d'un poste d'infirmier et de trois lits de malades obligeant ainsi à déposer le matériel de soins dans la salle commune, entraînant ainsi une gêne au repos des malades occasionnée par le bruit et la lumière qu'exige la garde de nuit.

Ce tract dénonçait également la répression subie par le personnel du service Chirurgie et s'en prenait à toute l'équipe de veille de ce service.

Il y a belle lurette que l'A.P. n'embauche plus d'agents hospitaliers, sauf quelques temporaires que chaque directeur d'hôpital peut licencier sans titularisation au bout de 3 mois de service, ce qui permet un renouvellement de personnel payé au plus bas prix assurant une main-d'œuvre mobile, servant ainsi la rentabilité d'une administration.

La Parti se disant Communiste Français et la C.G.T. sont informés de ce fait, mais leur principale préoccupation c'est l'électoralisme aux commissions paritaires. Cela démontre bien la collaboration ouverte de classe au détriment de la lutte « classe contre classe » de l'ensemble du personnel hospitalier contre l'Etat patron.

Dans les services de veille, il n'est plus prévu de remplacement d'agents pendant les jours : de congés annuels, de repos hebdomadaires, d'arrêts de maladie et de jours récupérables. Il n'est pas

question de réclamer du personnel quand celui-ci manque, car tout le monde sait que le bureau du personnel est fermé la nuit ; donc les services de nuit doivent se débrouiller comme ils peuvent.

En ce moment pendant 2 jours de la semaine un infirmier cumule les fonctions de surveillant et de garçon de salle du fait de l'absence de la surveillante titulaire et du non-remplacement du 2<sup>e</sup> agent hospitalier nécessaire au brancardage et aux courses. Pour la surveillance de nuit il n'y a qu'une personne par salle (quelquefois une personne pour deux salles), il n'est donc pas question que cet infirmier se fasse aider. Les malades subissent ainsi les conséquences de la politique de compression pratiquée par l'A.P. pour des questions de rentabilité au détriment de la santé des malades. Lorsque de telles pratiques existent c'est l'ensemble de tous les travailleurs qui doit se sentir concerné.

Le mot d'ordre en système socialiste c'est : « Devenons des combattants sanitaires corps et âme au service du peuple. »

- Vive la lutte du personnel de veille de Bichat contre l'Etat patron !
- A bas les licenciements !
- Réclamons la titularisation immédiate des agents temporaires !
- Réclamons le remplacement des agents en repos ou en maladie !
- Halte au cumul forcé des fonctions !
- Vive la lutte « classe contre classe » !

Un travailleur marxiste-léniniste  
de l'Assistance Publique

## LA MEDECINE DES PAUVRES : ANTICHAMBRE DE LA MORT

### SITUATION GENERALE

Un service à l'hôpital X de l'Assistance Publique à Paris-Centre. 100 malades en permanence, dont 70 les plus socialement défavorisés sont respectivement répartis dans 2 grandes salles communes de 25 et 35 lits. Par contre, ceux qui ont de l'oseille au soleil et qui font encore confiance à l'hôpital public (au lieu des cliniques privées très chères) sont confortablement installés dans 15 chambres particulières à 2 lits. A noter qu'il n'y a que 4 infirmières et 4 filles de salle pour les 70 premiers alors que le pourcentage pour les boxes particuliers est nettement plus élevé.

### LES MALADES

Les 70 démunis de tout sont TOUS des ouvriers ou des travailleurs. Les salles communes ne sont pas insonorisées, aussi les ambulances qui passent devant les fenêtres réveillent les malades la nuit. Le nombre de malades est quelquefois si important qu'il faut libérer des lits, ce qui fait qu'il arrive que des patients sortent sans même avoir reçu aucun traitement. Il y a 15 jours, celui qui devait quitter son lit n'avait même pas la force de se lever. Les salles communes font qu'il y a une grande promiscuité. Certains malades dérangent leurs voisins de par leurs cris ou l'allumage des lumières. Certains vieux font sous eux et empestent bien malgré eux la salle pendant toute la nuit. D'autres meurent durant la nuit et sont enlevés au petit matin pour être conduits à la morgue devant tout le

monde. Ce qui fait que s'il n'y a pas un gâteau qui raconte sa vie des heures entières, il est rare pour l'ensemble de passer une nuit correcte et reposante. Alors que dans les chambres particulières, tous ces phénomènes ne se produisent jamais.

### LE PERSONNEL

Les filles de salle et les infirmières, surchargées de travail parce qu'en petit nombre pour de nombreux malades et de multiples tâches, sont sous le contrôle constant et tatillon des surveillantes générales qui passent le plus clair de leur temps à les engueuler sans jamais rien foutre elles-mêmes.

Seul le socialisme libérateur, en construisant des locaux en nombre suffisant, en formant un grand nombre de médecins responsables, en fournissant un personnel d'encadrement travaillant dans les meilleures conditions, en axant le travail médical au service des travailleurs, pourra supprimer l'inégalité de la médecine bourgeoise entre des soins au rabais (hôpitaux publics) et des soins de luxe (cliniques privées ou traitements privilégiés). Alors seulement, la médecine socialiste pourra appliquer cette phrase de STALINE : « L'homme, le capital le plus précieux » actuellement bradée sur les dos des travailleurs.

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE  
PROLETARIENNE !

VIVE LA FRANCE ROUGE !

Eglantine DELAUBE.

## POMPIDOU ET FRANCO LA MAIN DANS LA MAIN

Une fois de plus, le chien fasciste Franco a fait couler le sang d'un fils du peuple d'Espagne.

Juan Bantista Goikoetxea a été abattu dans le dos par la garde-civile dans la région d'Elizando, proche de la frontière française.

Militant de l'organisation E.T.A., Juan habitait Saint-Jean-de-Luz et participait à la préparation de la campagne d'ABERRI-EGUNA (Fête de la Patrie).

Comme le déclare E.T.A. dans un communiqué : « ... la police espagnole fut avertie par les sbires de Pompidou de la présence de « Txapela » et de ses camarades dans la région « frontière ». Il s'agit d'un crime dont la responsabilité se partage également entre les deux gouvernements oppresseurs, la seule différence étant dans la couleur de l'uniforme des appareils militaires à leur service ».

Après les noms d'Etxebarrieta, Perez, Jauregui, Eraudio, Galicia, et



Juan Goikoetxea.

bien d'autres, celui de Juan s'ajoute à la dette de sang que Franco devra payer.

Quant au peuple de France, il se chargera de faire rendre des comptes aux complices du bourreau.

## TURQUIE :

### LE FASCISME A L'ŒUVRE

Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises dans notre journal, trois jeunes patriotes turcs risquent à tout moment d'être exécutés par les bourreaux de la clique Sunay-Tagmac-Erim.

Et de nouvelles sentences de mort sont en préparation. Par l'instauration du fascisme, les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie turque, et leur maître U.S., ont cru qu'ils pourraient briser les luttes du peuple turc, le réduire au silence.

C'est dans ces conditions qu'ont été enlevés trois experts britanniques au service de l'O.T.A.N. Cette action visait à obtenir la vie sauve pour les trois jeunes patriotes que le fascisme veut assassiner. Au peuple turc seul revient le droit de juger de la valeur de ce geste. Aux peuples du monde entier, à tous les révolutionnaires revient le devoir de flétrir le massacre ordonné par le gouver-

nement Erim, au cours duquel quatorze personnes ont trouvé la mort. La responsabilité entière de ces morts revient à la clique Erim, objet de l'impérialisme américain. Les multiples contradictions apparues dans les déclarations officielles montrent à l'évidence que ce massacre a été opéré de sang-froid.

Le peuple turc ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Un mouvement de grève d'une ampleur inégalée depuis la proclamation de l'état de siège s'est aussitôt engagé à la faculté des sciences d'Ankara et cela malgré les menaces proférées par le gouverneur militaire d'Ankara à l'égard des étudiants, professeurs et parents d'élèves.

Cela témoigne que rien ne saurait mettre à genoux un peuple, et que la terreur sanglante ne fait qu'attiser sa haine contre ceux qui l'oppriment.

## HOPITAL PURPAN (Toulouse) :

### A bas l'arbitraire de l'administration !

(L'hôpital de Purpan, à Toulouse, — dont il est question ici — est le principal centre de soins publics ; il emploie plusieurs milliers d'employé(e)s et participe (très défec-tueusement) à la formation hospitalière des étudiants de médecine.)

Déjà, dans de nombreux secteurs depuis mai-juin 68, la bourgeoisie et les administrations à son service utilisent pour mieux conserver ses intérêts le système de l'auxiliarat (P.T.T., enseignement, santé par exemple), la main-d'œuvre est ainsi moins chère et espère-t-on plus docile (menace de licenciement à tout instant).

A PURPAN, il en est de même. Suivant les services, l'auxiliarat permet en outre la division des employé(e)s (réaction de supériorité des « anciennes » sur les « nouvelles ») et la rentabilisation (employé(e)s devant parfois soigner les malades en plus de leur travail normal de ménage).

UN CAS particulièrement scandaleux (parmi beaucoup d'autres) illustre ce qu'il en est : une travailleuse d'équipe, depuis plus d'un an s'occupant de l'entretien d'un service hospitalier, N. F., vient d'être licenciée.

### MAIS POURQUOI DONC ?

Selon les raisons officielles, c'est parce qu'elle avait une absence répétée à son travail depuis juin 71, et que son « appréciation » était insuffisante, selon les chefs de service.

QUE SE CACHE-T-IL DERRIERE CES PROPOS HYPOCRITES ?

### QUELLE EST LA VERITE ?

C'est que cette femme avait été obligée de se faire opérer à la suite de complications survenues après un accident de voiture. Ainsi l'arrêt de travail, parfaitement constaté, et

la diminution physique survenue juste avant l'opération ont servi de prétexte à ce licenciement !!!

Et quel toupet pour oser écrire dans la lettre de licenciement : « veuillez accepter mon agréable considération, etc. » ! (sic).

Cette mesure réactionnaire a soulevé une indignation unanime du personnel (aussi bien adhérents de base C.G.T., C.F.D.T., que non syndiqués) du service hospitalier. Cette injustice ne restera pas, à coup sûr, sans suite !

Bien plus encore : cette travailleuse syndiquée C.G.T. s'est vue remballée par un dirigeant syndical car « ici on ne s'occupe que des cas collectifs et pas des cas individuels ». Voilà bien une attitude de trahison des intérêts de la classe ouvrière !

Ces faits ne doivent pas faire oublier que l'auxiliarat à Purpan, c'est aussi :

— Les mutations d'un service dans un nouvel autre pour les travailleuses trop « contestataires ». Le délai pour devenir titulaire est ainsi augmenté (l'auxiliaire « repart » à zéro dans le nouveau service). Pour certaines travailleuses, il faut attendre quatre ans avant d'être titulaire.

— Pour certaines employées, c'est la démoralisation pouvant aller jusqu'au suicide...

— REINTEGRATION DE L'AUXILIAIRE LICENCIEE !

— OPPOSONS-NOUS VIGOUREUSEMENT A L'ARBITRAIRE DE L'ADMINISTRATION !

— TITULARISATION DES AUXILIAIRES !

— VIVE LE SOCIALISME QUI METTRA FIN A TOUS CES MAUX !

Texte d'étudiant lu et corrigé par des travailleuses, diffusé aux portes de l'hôpital.

**AFFICHEZ H. R.**

## CITROËN :

## La c. f. t. ou la porte...

L'ouvrier portugais X... est entré chez Citroën en 1962. Il travaille pendant toutes les années avec assiduité. Tout au long de ces années, il se voit invité à plusieurs reprises à entrer dans le syndicat fasciste C.F.T. Il refuse systématiquement.

Il y a environ deux ans, l'ouvrier portugais est de nouveau contacté par son contrôleur et son chef d'équipe pour adhérer à la C.F.T. Face à son refus, ils le menacent de lui en faire subir les conséquences. Mais le camarade reste ferme. Il déclare de ne pas vouloir entrer dans un syndicat qui défend les intérêts des patrons. La première représaille était une mutation. L'ouvrier qui pendant neuf ans avait travaillé sur des machines devient maintenant balayeur. Il manifeste son mécontentement de son nouveau travail et exige un autre service.

Le nouveau service est une chaîne où les cadences sont infernales ; le camarade n'arrive pas à réaliser le minimum exigé malgré tous ses efforts, compte tenu de son âge (plus de 50 ans) et de son état de santé. Les petits chefs l'injurient à plusieurs reprises pour ne pas réaliser le minimum imposé.

En été 1971, pendant les vacances, le camarade tombe malade dans son pays. Dans l'impossibilité de reprendre le travail au jour prévu, il envoie une lettre recommandée accompagnée d'un certificat médical. Le service du personnel nie l'existence de la lettre et veut le licencier. Après quelques démarches de la part de la C.G.T., il reprend son travail. Cependant, il continue de recevoir des menaces verbales pour ne pas

faire le minimum de travail imposé. Un soir, presque à la fin de la journée de travail, il est injurié par le contrôleur et le contremaître dans les installations sanitaires. Deux ou trois jours plus tard, il est appelé au bureau du chef du personnel. Les présents (au moins six), contrôleur, contremaître, chef d'équipe, autres (des flies) s'adressent à lui en termes provocateurs et l'accusent de production insuffisante et d'attitude menaçante envers ses supérieurs.

Sanction : un jour de mise à pied. Le lendemain, avant de reprendre le travail, il est licencié. Il est obligé de rendre le vêtement de travail. L'ouvrier refuse de recevoir le compte. Il présente son cas à la C.G.T. qui envoie un délégué avec lui chez Citroën. Le délégué lui dit que le mieux est de signer et de recevoir le compte. Le camarade portugais demande après au délégué :

« Et maintenant ? »  
Le délégué :  
« Il faut s'inscrire au chômage. Nous ne pouvons plus rien faire. »

Le camarade qui se trouve sans travail depuis presque deux mois est marié et a trois enfants.

Un collègue de travail de notre camarade licencié avait pris sa carte C.F.T. pour garder son emploi. Lorsqu'il refusa de distribuer des tracts C.F.T., il fut licencié lui aussi peu de temps après.

Voilà un aspect du fascisme dans les usines.

Ripostons tous unis, ouvriers français et immigrés, contre les groupes fascistes du patronat.

## BORDEAUX :

## Un négrier en échec

Trente travailleurs de Bordeaux avaient été embarqués par une société de négriers pour nettoyer des cales de bateaux à Saint-Nazaire.

A ces trente travailleurs, les négriers avaient promis 5 ou 6 jours de travail à 13 h par jour, ce qui leur faisait, les frais de transport, de logement et de nourriture étant payés, 350 F environ de salaire net. Ils ont donc accepté de partir mais sans contrat écrit.

Embarqués dans un vieux bus pour Saint-Nazaire où un armateur avait loué leurs services, logés à l'hôtel, ils apprennent sur place que les chambres sont réservées seulement pour trois jours. Dans ces conditions c'est un gain d'environ 150 F seulement, donc sans intérêt.

Discutant entre eux, ces travailleurs de toutes origines (immigrés, français, étudiants ou ouvriers) et de tous âges, décident au moment de travailler de se mettre en grève.

Dès lors l'armateur fait pression,

essaie de les faire expulser des hôtels. L'inspection du travail de Saint-Nazaire déclare ne rien pouvoir faire. Une vingtaine continuent la grève et entrent en contact téléphonique avec le négrier de Bordeaux qui temporise.

Dix tiennent et refusent le travail, ils sont rapatriés à Bordeaux.

Sur place, ils obtiennent de l'inspection du travail des poursuites contre le négrier.

Celui-ci, finalement, verse, pour défaut de contrat, 80 F aux grévistes alors que ceux qui ont travaillé ont gagné 160 F.

UNIS, les travailleurs ont pu tenir face au négrier, mais grâce à cette institution du travail temporaire les conditions de luttes sont très difficiles.

Seule l'unité de combat des travailleurs temporaires et non temporaires peut faire reculer les négriers!

Correspondant H.-R.  
Bordeaux.

## LA SEYNE :

## Une entreprise de plus en crise : « La provençale »

Le syndicat CGT de la Provençale, qui la semaine dernière faisait l'éloge funèbre de son président-directeur, nous prévient aujourd'hui que la Provençale passe un mauvais moment et que dans quelques jours une grande partie du personnel sera congédié faute de commandes. Depuis la fin de l'année 1971, nous relate le communiqué CGT, la sécurité de l'emploi se dégrade dans l'entreprise. Le communiqué ne nous dit pas si le syndicat a alerté le personnel et la masse des travailleurs des autres entreprises pour affronter la situation, malgré l'inquiétude du personnel. Cependant le syndicat nous fait connaître qu'il a pris de multiples contacts avec la direction afin d'analyser le problème et surtout d'apporter remède. En ville, on n'a pas entendu parler de la prochaine fermeture de la Provençale, cela veut dire que le syndicat, qui est dirigé par des réformistes collaborateurs, au lieu de

porter le problème sur la place publique à seul fin d'alerter le personnel, la classe ouvrière et la population, n'a fait que parler et verser des larmes dans le tablier de la direction, avec le résultat désastreux que nous venons d'apprendre. Ces dirigeants qui arborent l'étiquette de la collaboration de classes et ignorent totalement les principes qui guident un mouvement syndical en lui traçant le chemin à suivre dans toutes les contingences, pour la défense efficace des droits légitimes des travailleurs qui leur ont fait confiance. Or, nous constatons avec amertume où nous amène la maladie dégradante de la collaboration de classes. Ces dirigeants qui faisaient confiance au patronat paralysaient en même temps la combativité de la masse, laquelle est conduite sur le bord du précipice, tandis que le patron ne fera rien pour la sauver.

Correspondant H.-R.

## DECAZEVILLE :

## Les ouvriers ne doivent pas faire les frais de la crise

Enquête sur la situation de l'emploi et les conditions de travail dans les différentes usines du Bassin de Decazeville

Dans notre région, la situation de l'emploi se dégrade de jour en jour. Nous allons analyser la situation et les conditions de travail dans les différentes usines du Bassin.

**VIEILLE MONTAGNE :** Cette usine emploie 30 cadres, 270 employés et maîtrise, 1.000 ouvriers, soit un effectif de 1.300. Elle produit 50 % du zinc français. Son chiffre d'affaire est de 20 à 25 milliards (??)

Fin 1972, 167 emplois auront été supprimés en 2 ans et demi.

P.T.T. : 30 suppressions d'emplois et 8 mutations pour 1973.

S.N.C.F. : Suppression de la navette Decazeville-Viviez qui entraînera la réduction d'emplois et le licenciement des auxiliaires.

**COOPERATEURS DU ROUERGUE :** Fermeture de l'entrepôt, 17 emplois supprimés et fermeture de certaines succursales dans la région.

**C.O.G.E. - R.A.M. - CRANSAC :** Usine née de la reconversion. Emploie 163 ouvriers et cadres. Réduction des horaires de travail à partir du 13 mars (1 h 30 par semaine non compensée).

**RATIER - FIGEAC :** Réduction de la durée hebdomadaire de travail, non compensée.

**V.A.D. :** 180 personnes, en majorité personnel féminin.

**AUMD :** L'effectif est d'environ 1.200 travailleurs. 60 licenciements.

40 emplois non renouvelés à des jeunes revenant de l'armée.

Réduction non compensée des horaires de travail : 40 h au lieu de 46 h 30 dans le secteur fonderie-ébarbage.

**VALLOUREC :** Usine métallurgique, fabrique des tubes, emploie 500 personnes (ouvriers et maîtrise).

Menace de chômage et non renouvellement des postes de ceux qui partent à la retraite.

Parlons un peu de nos conditions de travail.

**V.A.D. :** Le travail n'est garanti qu'en fonction des commandes. Quand il n'y a pas de commandes, les ouvriers chôment. Par mesure d'économie « les cheffalions » font éteindre la lumière. L'hiver les ouvrières gèlent. L'été elles suffoquent. Les payes sont dérisoires : le S.M.I.G. pour 10, 15 ou 20 ans d'ancienneté!

**VIEILLE-MONTAGNE :** Le contact du zinc, du plomb et des acides utilisés pour les traitements, entraînent

de nombreuses maladies. Cette usine est classée métallurgique, alors qu'elle devrait être classée chimique, ce qui entraînerait des congés, des primes supplémentaires.

**A.U.M.D. :** Augmentation des cadences (chronométré).

**VALLOUREC :** Cadences. Favoritisme sur les salaires (taux horaire différent pour des ouvrières de même catégorie).

**MÉTAL INJECTE :** Exploitation féroce des femmes (ébarbage).

Nous voudrions parler, maintenant plus particulièrement du A.U.M.D. : 60 ouvriers attendent une lettre de licenciement.

**QUE FAIT LA DIRECTION ?**

Le directeur LAMBERT, est un directeur de combat. Il expose, propose et décide pour tous, à croire qu'il est le leader syndical. Il explique les licenciements pour la crise momentanée de la métallurgie (il y a 1 mois les ouvriers de la fonderie, les services ébarbage-usinage faisaient des heures supplémentaires. La direction a refusé d'autre part d'importantes commandes à Michelin, car elle ne pouvait pas tenir les délais !)

Le chef du personnel Nouguez fidèle roquet du capital seconde parfaitement son directeur et applique parfaitement ses directives à la lettre.

Renforcement du règlement : chasse des travailleurs 24 h sur 24 h par les gardes volants.

Nouguez a convoqué tous les médecins de la ville, leur a fait visiter l'usine et leur a dit que les conditions de travail ne nécessitaient pas - tant de bons maladies -. Il veut faire un portrait-robot de l'ouvrier pour chaque poste de travail et veut y mettre l'ouvrier correspondant.

**QUE FONT LES SYNDICATS ?**

Ils tremblent devant la « grosse gueule Lambert » et suivent ses directives : « Il ne faut pas bouger, car l'usine peut fermer ».

**UNE ACTION POSITIVE**

Une grève générale de 24 h, suivie par l'ensemble des usines du bassin le vendredi 3 mars avec une manifestation de masse dans les rues principales de Decazeville.

Beaucoup de monde, malgré le manque de temps pour mobiliser les masses.

Toutefois, aucun mot d'ordre mobilisateur, face aux graves conséquences de ces licenciements et face à une direction pleine de mépris envers les travailleurs.

DES OUVRIERS M.L.  
DECAZEVILLE.

PETITE BIBLIOTHÈQUE  
DU MILITANT MARXISTE-LÉNINISTE

En mettant « la politique au poste de commande » et compte tenu de certaines quantités de « bouillons » dont nous avons la disposition, nous avons décidé le lancement d'une campagne intitulée « Petite bibliothèque du militant marxiste-léniniste ».

Cette campagne a pour objet de mettre à la disposition de nos camarades, amis et lecteurs, pour un prix abordable, un certain nombre de livres et brochures marxistes-léninistes.

Voici donc ce que vous pourrez recevoir pour un règlement global de 12 francs, port compris :

- I. STALINE : Les questions du léninisme.
- I. STALINE : Lénine.
- MAO TSE-TOUNG : Citations (Petit Livre Rouge).
- MAO TSE-TOUNG : Sur la guerre populaire.
- MAO TSE-TOUNG : La démocratie nouvelle — Interventions aux causeries sur la littérature et l'art Yénan — De la juste solution des contradictions au sein du peuple — Intervention à la conférence nationale du Parti communiste chinois sur la travail de propagande.
- HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE (Edition de l'H.R.) - Premier et deuxième chapitres.
- CRIMES DE GUERRE AMERICAINS (Edité par le Comité d'Etat des Sciences sociales) - Hanoi.
- VIVE L'IMMORTELLE COMMUNE DE PARIS - Discours de Jacques JURQUET au meeting internationaliste d'H.R. du 30 avril 1971.
- REVISIONNISME, GAUCHISME OU MARXISME-LÉNINISME ? Par François MARTY - 1971.
- CINQ BROCHURES éditées par les éditions « Naim Frasheri » - Tirana - présentant chacune un important article du journal ZERI I POPULLIT.

QUINZE VOLUMES ET BROCHURES POUR 12 FRANCS, voici ce que nous offrons à tous nos amis qui nous en adresseront la demande avec un règlement comptant soit en timbres-poste, soit par virement à notre compte courant postal, soit par tout autre moyen à leur convenance.

La ligne théorique élaborée de 1937 à 1939 par le secrétaire général du P.C.F. (2)

**Le P.C.F.  
et la lutte  
du peuple algérien  
pour son indépendance  
nationale**

Une étude de Jacques JURQUET (22)

**La position de classe  
de Lénine  
sur la question du « divorce »**

Rétablissons donc la vérité.

La question nationale a fait l'objet de longs et passionnés débats au cours du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles.

Marx, le premier, l'a abordée à propos de l'Irlande et les événements actuels prouvent que la situation de cette petite nation n'a pas trouvé, depuis lors, une solution satisfaisante dans ses rapports avec la Grande-Bretagne.

A ce sujet, Lénine a souligné que « La politique de Marx et d'Engels dans la question irlandaise a fourni le plus grand exemple, qui conserve jusqu'à présent une énorme importance PRATIQUE, de la façon dont le prolétariat des nations qui en oppriment d'autres doit se comporter envers les mouvements nationaux... Si le prolétariat d'Irlande et celui d'Angleterre n'adoptaient pas la politique de Marx et ne faisaient pas de la séparation de l'Irlande leur mot d'ordre, ce serait de leur part le pire opportunisme... une concession à la réaction et à la bourgeoisie ANGLAISES » (1).

Lénine étudia le principe marxiste ainsi défini, en l'appliquant aux situations concrètes des relations entre les nations et minorités nationales d'Europe. Il élaborait l'enrichissement du point de vue de Marx à partir de la décision du Congrès international de Londres de 1896, qui disposait : « Le Congrès proclame qu'il s'affirme pour le droit complet de libre disposition (Selbstbestimmung srecht) de toutes les nations ; et il exprime sa sympathie aux ouvriers de tout pays qui souffrent à l'heure actuelle sous le joug de l'absolutisme militaire, national ou autre ; le Congrès appelle les ouvriers de tous ces pays à rejoindre les rangs des ouvriers conscients (Klassenbewusste de conscients des intérêts de leur classe) du monde entier, afin de lutter avec eux pour vaincre le capitalisme international et réaliser les objectifs de la social-démocratie internationale » (2).

Lénine parvint à la conception la plus achevée du principe de l'internationalisme prolétarien dès les années 1915-1916, eut le mérite d'en étendre l'application aux peuples des colonies, rédigea lui-même à Moscou en 1920 les 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste, dont la huitième synthétisait le haut niveau théorique alors atteint dans les questions coloniales en fixant la ligne d'application concrète.

Le principe marxiste-léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est indissociable de la prise en considération des oppositions de classes. Lénine considère que le monde est partagé entre nations oppresseuses et nations opprimées.

Quelques mois avant le déclenchement de la guerre de 1914-1918, il employa la fameuse formule invoquée par Thorez à propos des rapports existant entre l'Etat tsariste grand-russe et sa minorité nationale polonaise, à l'occasion d'une vive polémique avec Rosa Luxemburg, Semkovski et Trotsky.

La Russie d'alors dominait plusieurs peuples, plusieurs minorités nationales parmi lesquelles les Finlandais, les Polonais, les Ukrainiens,

les Juifs. Les bolcheviks russes proclamaient le droit de séparation de tous ces peuples opprimés, y compris bien entendu les Polonais.

Mais les Polonais, membres du Parti social-démocrate de Russie, rejetaient ce libre droit de séparation pour éviter de tomber sous le joug des aristocrates polonais, plus féroce que celui du pouvoir grand-russe relativement libéral et prétendu « démocratique bourgeois ». Et du coup, sous des formes et avec des arguments différents, Rosa Luxemburg et Trotsky s'opposaient au libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... au nom des intérêts de la révolution !

Lénine, dans une note particulière, écrivit alors :

« On concevra aisément que la reconnaissance par les marxistes de TOUTE LA RUSSIE, et au premier chef par les marxistes grand-russes, du droit des nations de se séparer, n'exclut nullement pour les marxistes de telle ou telle nation OPPRIMEE L'AGITATION contre la séparation, de même que la reconnaissance du droit au divorce n'exclut pas, dans tel ou tel cas, l'agitation contre le divorce... » (3).

Revenant sur cette question, lors de la 7<sup>e</sup> Conférence de Russie du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchevique) le 15 mai 1917, Lénine prit le soin extrême de laisser au peuple intéressé et à lui seul le libre choix de sa position nationale par rapport à ses oppresseurs : « ... Les social-démocrates polonais disent : Nous sommes contre la séparation de la Pologne précisément parce que nous trouvons avantageuse l'alliance avec les ouvriers russes. C'est leur droit absolu. »

Il souligna ensuite : « Mais ils ne veulent pas comprendre qu'il faut, pour affermir l'internationalisme, mettre l'accent en Russie sur le droit de séparation des nations opprimées et en Pologne sur la liberté de rattachement, et non répéter indéfiniment les mêmes mots. La liberté de rattachement suppose la liberté de séparation... » (4).

Dans la résolution sur la question nationale qui fut alors rédigée par Lénine, on peut lire : « Il n'est pas permis de confondre le droit des nations à se séparer librement avec l'utilité de se séparer pour telle ou telle nation, à tel ou tel moment » (5).

Ainsi, dans le cas de l'Algérie de 1937, Maurice Thorez, invoquant l'exemple des « camarades tunisiens » (d'ailleurs nullement représentatifs de la masse du peuple tunisien) qui avaient reconnu le « bien-fondé » de sa position, suggérait-il (d'une manière équivalente à une directive) que les « camarades algériens » refusent le libre droit de leur peuple à la séparation d'avec le colonialisme français, baptisé pour la circonstance « France démocratique » !

Le lecteur jugera du caractère dogmatique et mystificateur de la transposition de considérations rattachées à une situation spécifique — celle de la minorité nationale polonaise dans l'empire de la grande Russie —, à la situation du peuple algérien opprimé par le colonialisme français.

La juste appréciation de Lénine

sur la non-obligation de divorcer trouva par contre sa pleine application lorsqu'à l'Etat autocratique russe se substitua l'Etat PROLETARIEN soviétique. Mais alors, mettant en concordance ses actes et ses principes, Lénine accorda sans aucune réserve le libre droit de séparation à tous les peuples, à toutes les minorités nationales jusque-là opprimés par le chauvinisme grand-russe. Par exemple, la Finlande obtint l'indépendance nationale que les tsars lui avaient refusée.

D'autres Etats, notamment des colonies et l'ancien Etat tsariste, de populations musulmanes, choisirent librement l'établissement de liens

étatiques étroits et directs avec le jeune pouvoir bolchevique, dans le cadre de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Comme on peut en juger, le cas de la situation en 1937 du peuple algérien par rapport à la France était totalement différent.

(A suivre.)

(1) In « Du droit des nations à disposer d'elle-mêmes », écrit par Lénine de février à mai 1914, publié en juin 1914. Œuvres, Tome XX, Editions Sociales, 1959, page 467.

(2) En 1896, la « social-démocratie internationale » représentait le mouvement ouvrier international.

(3) Dans l'ouvrage déjà cité. Œuvres, Tome XX, page 478.

(4) Œuvres de Lénine, Tome XXIV, page 300.

(5) Idem, page 305.

**TUNISIE : Nouria laisse tomber le masque**

Pour redorer un peu son blason, Bourguiba s'est choisi un nouveau poulain, réputé pour son soi-disant « libéralisme », Nouria. Mais celui-ci n'a pas tardé à faire tomber les masques et à montrer le vrai visage du régime destourien dont il se montre un serviteur empressé.

Pour lui, comme pour tous ses prédécesseurs, les ouvriers n'ont pas le droit de se défendre contre l'exploitation, la misère et l'oppression par la grève ou tout autre moyen, ni de dire ce qu'ils pensent de ceux qui prospèrent au gouvernement ; les étudiants n'ont pas le droit de donner leur avis sur la crise de l'université ni de dénoncer les méthodes arbitraires du ministère, ils n'ont pas le droit d'avoir un syndicat qui les représente réellement.

Contre les grévistes et les étudiants, il ne connaît qu'une seule méthode : la matraque et les brigades policières spécialement formées par ses maîtres américains pour réprimer sauvagement grèves et manifestations.

Pour tenter de se justifier devant la colère du peuple qui grandit chaque jour un peu plus, son triste compère Sayah a trouvé un argument de taille, honteusement raciste : pour lui, les étudiants qui poursuivent une grève, massivement suivie, pour la défense des libertés démocratiques, se sont servis d'un prétexte pour semer l'anarchie : « Le cas d'une juive de nationalité fran-

çaise », et il ajoute :

« Il est apparu clairement que derrière cette perturbation se cachaient des desseins sionistes, comme cela avait été le cas en France en mai 1968 avec un autre Juif, Cohn-Bendit... » (Déclaration du 4 février 1972.) La voilà la trouvaille ! Incapable d'avancer une explication tant soit peu logique de la situation à l'université, Sayah se découvre des penchants néo-nazis.

Mais au fait, qui sert en Tunisie les intérêts du sionisme ? Qui brade les intérêts du peuple palestinien pour une poignée de dollars ? Qui a « vendu la Tunisie pour de la farine » (dont le peuple ne voit pas la couleur !) ? Le parti de Bourguiba avec ses différentes cliques, de Bourguiba lui-même à Ben Salah, en passant par Nouria et Sayah !

Salir une enseignante comme Mme Simone Lellouche qui vient d'être arbitrairement expulsée de Tunisie après avoir été condamnée injustement et sans motif valable à deux ans de prison avec sursis, faire l'amalgame simpliste : Juif = sioniste, alors qu'elle est anti-sioniste est un acte d'une rare bassesse.

Mais c'est en vain qu'ils espèrent ainsi tromper le peuple. Ses vrais ennemis le font assez cruellement souffrir pour que sa haine et ses luttes ne se trompent pas de cible !

(D'après la publication tunisienne « Echcharara ».)

**Soutien au patriote camerounais chassé de France**

ZEZE, militant anti-colonialiste et révolutionnaire Camerounais a lutté contre le colonialisme français pendant plus de 18 ans, pour l'indépendance du Cameroun.

Aujourd'hui, en France depuis 8 mois comme réfugié du fait de la répression fasciste dans son pays, il subit la répression et la collusion du gouvernement Français avec les fascistes de son pays...

Sa femme, sa mère, son frère, deux sœurs sont emprisonnés. Le gouvernement Français veut expulser ce militant anti-colonialiste. Il lui laisse « le choix » du territoire étranger où il sera conduit ; alors que sa fille est

dans un sanatorium et que les médecins exigent son maintien pendant 9 mois. Il risque finalement d'être renvoyé de force au Cameroun. On voit ce qui l'attend là-bas. Nous appelons encore une fois à la solidarité et demandons aux militants révolutionnaires et progressistes de se mobiliser pour mettre en échec la tentative colonialiste du gouvernement Français.

SOLIDARITE AVEC LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES AFRICAINS !

A BAS LE COLONIALISME FRANÇAIS !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !

# PALESTINE : Le plan Hussein, un plan de Washington et de Tel-Aviv !

Le 15 mars, le roi vendu Hussein, dont les mains sont à jamais tachées du sang du peuple palestinien, rendait publique une nouvelle « bombe » diplomatique : le projet de création d'un prétendu « royaume arabe uni » qui regrouperait les territoires de la rive occidentale du Jourdain — occupés par Israël — et la rive orientale jordanienne, en une fédération ayant Hussein pour roi et Amman pour capitale.

A vrai dire, ce fameux « plan » ne semble pas avoir été une surprise pour tout le monde. Depuis quelques semaines déjà, le secrétaire d'Etat américain Rogers se faisait volontiers mystérieux et prédisait, pour un proche avenir, « d'importants changements au Proche-Orient ». La réaction israélienne, elle, a été remarquablement discrète, élevant une protestation de pure forme et laissant toutes les portes largement ouvertes à la « négociation ».

C'est qu'en fait, ce nouveau et odieux complot contre le peuple palestinien a été confectionné sous la haute direction de l'impérialisme américain et de l'agresseur sioniste. Il n'est d'ailleurs pas une nouveauté dans la tentative — toujours renouvelée, jamais réussie — de liquider l'héroïque Résistance Palestinienne. Déjà en 1968, un plan semblable était mis en avant par... le vice-premier ministre israélien, Allon ! Celui de Hussein n'est qu'un nouvel emballage de la même marchandise.

En voulant créer un Etat fantoche « palestinien », il ne vise qu'à supprimer la cause révolutionnaire du peuple palestinien, dissoudre son unité avec les autres peuples arabes, saboter la lutte contre l'agression américano-israélienne. Il ne s'agirait, en effet, que de créer un vaste camp de réfugiés, une immense prison pour y enfermer le peuple palestinien, traquer ses héroïques combattants, Israël et son compère Hussein s'y partageant les tâches de surveillance et de répression.

Mais, depuis plus de vingt ans qu'un million de Palestiniens ont été chassés de leur terre natale et contraints à l'exil et à la misère, pas un jour, pas une heure, ils n'ont cessé la lutte pour faire triompher leur droit légitime à l'existence nationale, au retour sur le sol de leur patrie.

La nouvelle manœuvre de leurs ennemis ne peut donc pas les tromper. C'est d'une seule voix que toutes les organisations représentant le peuple palestinien et de nombreux porte-parole des autres peuples arabes ont vigoureusement condamné le « plan » Hussein comme une nouvelle et ignoble trahison à leur cause sacrée. Au Caire, à Tripoli, à Beyrouth, dans les camps de réfugiés, de nombreuses manifestations ont dénoncé Hussein, assassin du peuple palestinien, adversaire déclaré de sa cause.

Il n'y a qu'une réponse réelle et définitive à tous ces complots contre



Pour la Résistance palestinienne et les peuples arabes, une seule réponse au plan Hussein : l'intensification de la lutte armée.

les peuples arabes : l'intensification de la lutte armée contre l'ennemi. C'est cette ferme résolution qui s'affirme sur toutes les pancartes des manifestants dans les camps de réfugiés. Elles proclament : « La seule partie qualifiée pour prendre des décisions est la révolution palestinienne », « Le fusil est la vraie for-

teresse des révolutionnaires », et « Nous sommes prêts à mourir pour la défense de notre révolution, nous ne nous mettrons jamais à genoux ! »

Dans cette juste lutte, le peuple palestinien aura toujours le ferme soutien des peuples épris de liberté et de tous les révolutionnaires du monde.

## UN SUJET DE DISCORDE ENTRE REVISIONNISTES : LA CHINE

Nous avons signalé à l'attention de nos lecteurs (numéro 117, 7 octobre 1971) *De la Chine*, l'excellent ouvrage de la militante du Parti révisionniste italien Maria Antonietta Macciocchi, députée de Naples.

Nous soulignons alors que le subjectivisme anti-stalinien de son auteur était dans les conditions actuelles largement secondaire.

Nos appréciations trouvent leur confirmation dans les faits. Aujourd'hui, les répercussions qu'a eues et que continue d'avoir le reportage de Macciocchi, notamment dans les rangs du Parti révisionniste français, affolent la clique Marchais. Le travail de M.-A. Macciocchi a encouragé, et favorisé le développement du courant hostile à la ligne antichinoise des dirigeants de Moscou et de leurs acolytes à la direction du P.« C. » F. Ce fut le cas notamment pour les intellectuels groupés autour de la revue *Tel Quel* dont nous avons parlé voilà deux numéros.

Pour tenter d'endiguer ce courant qui est le reflet de l'influence grandissante de la République Populaire de Chine sur le plan international, le reflet de la grande contradiction sur le plan mondial entre le révisionnisme et le marxisme-léninisme, les dirigeants du P.« C. » F. chargèrent deux théoriciens de pacotille d'analyser et de critiquer *De la Chine*. C'est ainsi qu'en novembre 1971 paraissait dans la *Nouvelle Critique*, l'organe théorique du P.« C. » F., un ramassis de bêtises réactionnaires anti-chinoises et anti-communistes, sous le titre : « *De la Chine et les racines de la sinophilie occidentale.* »

M.-A. Macciocchi a fait une très intéressante réponse à cet article dans la revue *Tel Quel* (n° 48-49).

Elle définit avec justesse la cible des dirigeants du P.« C. » F. : « *La Nouvelle Critique*, écrit-elle, ne hait pas mon livre mais elle hait la Chine. » Mais là ne se limite pas l'intérêt de la réponse de Macciocchi.

Elle ajoute, en effet, que la grossière attaque des dirigeants du

P.« C. » F. ne la vise pas, elle, personnellement mais vise bien la ligne du P.« C. » italien.

« Si la Nouvelle Critique avait été moins dominée par de faux buts et si elle avait été moins jésuite, elle aurait dû obligatoirement signaler, en effet, que dans l'organe du Parti communiste italien, l'Unità, ont paru douze articles sur la Chine — axés sur les mêmes lignes directrices qui ont motivé *De la Chine* — d'Alberto Jacoviello, chef du service étranger de l'Unità, le premier journaliste d'un Parti occidental invité en Chine après la grande rupture entre novembre et décembre 1970.

« En juin 1971, Luca Paolini, directeur adjoint de l'Unità, s'est rendu à son tour en Chine. Il a écrit dans l'Unità six articles qui ne sont certes pas hostiles à la Chine. La Nouvelle Critique aurait pu trouver, en les lisant, des réponses à ses élucubrations économiques.

« J'ajoute qu'un autre journaliste envoyé en Chine, Gianni Rodari, qui est un vieux militant communiste, a écrit en octobre 1971 dix excellents articles dans *Poesa Lera*, quotidien de gauche. Comment se fait-il donc que la Nouvelle Critique fasse silence sur eux ? La réponse me semble simple. C'est parce qu'il s'agit de deux journaux, l'un officiel du P.« C. » I., et l'autre dans lequel le P.« C. » I. est présent et que l'intervention à l'intérieur du Parti deviendrait sans équivoque... »

Tout au long de son article, M.-A. Macciocchi se pose en défenseur de la Grande Révolution culturelle prolétarienne qu'elle définit comme : « *Le plus grand événement révolutionnaire après la Commune de Paris et octobre 1917.* » Par là même, elle souligne l'isolement des dirigeants du Kremlin et de leurs laquais fidèles en France ; et pour donner plus de force à cette réalité, elle cite le dirigeant révisionniste du Parti espagnol, Santiago Carillo. Celui-ci, à son retour d'un voyage en Chine au titre de visiteur étranger ami de la Chine (nous en avons parlé ici-même), a déclaré

(10 décembre 1971) :

« D'après tout ce que nous avons vu, la Révolution culturelle a consolidé le socialisme en Chine. Elle a incorporé la jeunesse et des masses énormes de femmes au processus révolutionnaire. Elle a élevé la combativité, l'enthousiasme, le romantisme révolutionnaire des masses. Elle a donné une impulsion à la production. La Révolution culturelle a rompu le processus de cristallisation des structures bureaucratiques. Elle a rétabli le contrôle des masses sur les cadres, la possibilité d'une critique de masse, et elle a redonné de la vigueur à l'initiative des masses. La lutte entre les deux lignes était une réalité qui a été mise en évidence durant cette période. »

Et il poursuit plus loin :

« Nous revenons convaincus de l'efficacité des communes populaires en tant qu'organisations collectives de forces de la vie économique et politique. La commune a permis de résoudre le problème de la production des céréales et, de façon générale, agricole. Elle donne une impulsion aux productions industrielles. Elle stimule l'initiative locale des masses. Elle donne à celles-ci une éducation politique. Elle développe l'essor de l'éducation. Elle transforme en ouvriers qualifiés des millions de paysans, hommes et femmes. De toutes les futilités que l'on a dites (et que nous-mêmes avons cru parfois à propos de la commune et de l'accusation d'utopisme que l'on a portée contre elle), nous n'en avons rencontrée aucune. »

Ces déclarations, ces phénomènes, méritent la plus grande attention. Bien entendu, ils ne veulent nullement dire que les dirigeants révisionnistes du P.« C. » I., de même que Santiago Carillo, ont cessé subitement d'être des révisionnistes qui développent dans leur propre pays une ligne ultra-droitière, qu'ils sont aujourd'hui de vrais communistes. Au surplus, ces dirigeants continuent à appliquer sur le plan international une politique opportuniste par rapport au révisionnisme sovié-

tique, une ligne inspirée par la chimérique idée d'une fraternisation possible entre la ligne révolutionnaire prolétarienne du Parti communiste chinois et du Parti du Travail d'Albanie et la ligne révisionniste contre-révolutionnaire, capitaliste et impérialiste des dirigeants de l'U.R.S.S.

Mais cela n'est pas particulièrement nouveau. Et nous marxistes-léninistes devons être attentifs à ce qui est nouveau, car ce qui est important c'est ce qui naît et se développe. Or, ce qui se développe actuellement par rapport à la contradiction fondamentale qui oppose le centre du révisionnisme moderne aux authentiques représentants du marxisme-léninisme, c'est une attitude de reconnaissance du caractère socialiste, véritablement révolutionnaire prolétarien de la ligne politique du Parti communiste chinois. Tandis que l'attitude hystérique violemment anti-chinoise, particulièrement illustrée par le bellicisme antichinois de l'U.R.S.S., ou par les déclarations hargneuses de Marchais et Cie, est de plus en plus stigmatisée. C'est là l'illustration de cette vérité universelle du matérialisme dialectique, résumée par le président Mao Tsé-toung : « *Un se divise en deux.* » Et si le bloc révisionniste se divise de plus en plus en deux, devons-nous y être indifférents ? Pouvons-nous rester indifférents devant le développement de tel ou tel aspect ? De l'attitude hystérique anti-chinoise ou de la sympathie ouverte accompagnée d'éloges à l'égard de la Chine populaire, que devons-nous encourager ? Certes, parmi ceux qui adopteront la seconde attitude, il ne manquera pas d'hypocrites. Cependant, leur comportement ne pourra manquer d'être démasqué par les faits, dans l'action. Le courant d'opposition à la ligne du P.C.U.S. et à la politique impérialiste est irréversible, il rend chaque jour plus risqués les projets d'agression soviétique contre la République Populaire de Chine.

H. JOUR.